



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle  
POLYgone - bâtiment GH  
5 rue Hinzelin - CS 50551  
57009 Metz Cedex

Metz, le 08/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Cyclamen SAS**

RD662

Lieu-dit Bannstein

57230 Éguelshardt

Références : EGUELSHARDT\_CYCLAMEN\_2026-01-08\_RAPVI\_JPBM\_02313  
Code AIOT : 0003014111

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2025 dans l'établissement Cyclamen SAS implanté RD662 Lieu-dit Bannstein 57230 Éguelshardt. L'inspection a été annoncée le 01/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la l'inspection du 22 juillet, l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025-DCAT-BEPE-295 du 28 août 2025 a été acté en raison de non-conformités constatées, avec un délai de retour à la conformité de 1 mois.

Par ailleurs, un arrêté préfectoral de mise en demeure antérieur (n°DCAT/BEPE/196 du 3 octobre 2023) avait déjà été acté en raison de non-conformités observées lors de l'inspection du 22 mars 2023.

Cette présente visite a pour objectif de vérifier le respect des ces mises en demeure.

Selon le L. 514-5 du code de l'environnement, le rapport d'inspection a été transmis à l'exploitant.

Ce dernier a fait part de ses observations, lesquelles ont été prises en compte partiellement par l'inspection dans la présente version du rapport.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Cyclamen SAS
- RD662 Lieu-dit Bannstein 57230 Éguelshardt
- Code AIOT : 0003014111
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cyclamen est installée à Éguelshardt depuis 2019. L'installation a été déclarée le 27 septembre 2019 (preuve de dépôt n°A-9-J35BJ7SB7, puis enregistrée le 12 janvier 2022 (arrêté d'enregistrement DCAT/BEPE/n°2022-10 du 12 janvier 2022), pour une activité de tri de métaux présents dans des mâchefers.

Cyclamen est notamment soumise à l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en raison de son activité de tri de métaux (rubrique 2713) pour une superficie totale de 4 570 m<sup>2</sup>.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 03/10/2023, article 1er (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/10/2023, article 1er (partiel)	Demande d'action corrective	6 mois
3	Réseau de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 03/10/2023, article 1er (partiel)	Demande d'action corrective	6 mois
5	Poussières	Arrêté Préfectoral du 28/08/2025, article 1er (partiel), article 1.3 de l'arrêté	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
		préfectoral du 12 janvier 2022, points 1.1, 4.1 et 4.2 du courrier d'engagements du 26 septembre 2025		
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/08/2025, article 1er (partiel), article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2022	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Chargements extérieurs	Arrêté Préfectoral du 28/08/2025, article 1er (partiel), article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2022	Demande d'action corrective	1 mois
11	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
12	Rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, article CHAPITRE 1.3 (partiel), Article 11 (point IV) de l'arrêté ministériel du 06/06/2018, Annexe 6 du dossier d'enregistrement	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 03/10/2023, article 1er (partiel)	Levée de mise en demeure
8	Poussières	Arrêté Préfectoral du 10/01/2022, article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2022, point 1.2 courrier d'engagements du 26 septembre 2025	Sans objet
9	Poussières	Autre du 26/09/2025, article Point 2. du courrier d'engagements du 26 septembre 2025	Sans objet
10	Consignes d'exploitation écrites	Arrêté Préfectoral du 28/08/2025, article 1er (partiel), article 12 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport établi consécutivement à cette visite laisse apparaître sept non-conformités :

- le non-achèvement de la réserve incendie et du réseau de recueil des eaux pluviales ;
- des stockages en extérieurs de bigs bags sous chapiteaux ;
- un seul exutoire de rejet atmosphérique au lieu de trois autorisés ;
- absence de réalisation de la vérification des installations électriques en 2025 ;
- absence de barrière imperméable au droit des deux portes de l'extension ;
- le non-respect de la zone de chargement indiqué dans le dossier d'enregistrement.

Pour autant, des actions correctives sont en cours pour le retour en conformité de certains points et nécessiteront une visite dans les mois à venir : la réserve incendie, le réseau de collecte, l'absence de déchets en extérieur, les barrières imperméables.

De plus, le justificatif de la vérification des installations électriques est à apporter au plus vite.

Par ailleurs, l'exploitant devra transmettre un porter à connaissance unique pour les modifications déjà réalisées ou envisagées : zone de chargement, nombre d'exutoire de rejet atmosphérique, la création d'un nouvel abri pérenne pour bigs bags.

L'inspection demande également à l'exploitant de se positionner sur les résultats des analyses issues des prélèvements réalisés dans le Falkensteinerbach (eau, sédiments, macroinvertébrés aquatiques), l'impact éventuel des installations sur ce milieu, et les actions à engager éventuellement.

Enfin, l'inspection propose à M. le préfet de la Moselle d'abroger :

- le point concernant la mesure des concentrations des différents polluants des effluents de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/N°196 du 3 octobre 2023 ;
- le point concernant les consignes de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025-DCAT-BEPE-295 du 28 août 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2023, article 1er (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Autre, Analyse du cours d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société Cyclamen est mise en demeure pour l'exploitation de son installation de tri de métaux située sur la RD662 - Lieu-dit Bannstein sur la commune de Éguelshardt :  <ul style="list-style-type: none"><li>• d'apporter les rapports d'analyses de la rivière Falkensteinbach, telles qu'elles ont été décrites dans son courrier du 1<sup>er</sup> avril 2021 complétant le dossier d'enregistrement sous un délai de 3 mois ;</li></ul> [...] les rapports d'analyse de la rivière Falkensteinbach sera transmis à l'inspection des installations classées dès réception.

**Constats :**

En réponse à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 3 octobre 2023, l'exploitant transmet à l'inspection un rapport d'analyses de l'eau du Falkensteinerbach et des sédiments en aval et en amont, daté du 11 janvier 2024.

Lors de son analyse, l'inspection constate que les mesures de certains paramètres, cités dans le courrier de l'exploitant du 1<sup>er</sup> avril 2021 et complétant son dossier d'enregistrement, manquent. Ainsi, par exemple, le plomb et le nickel sont absents des résultats d'analyse de l'eau, et le cuivre et le chrome le sont également dans les résultats d'analyse des sédiments.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté des rapports d'analyses de la rivière, des sédiments et des invertébrés, dont les prélèvements ont été réalisés les 4 septembre 2025, 9 septembre 2025 et 5 août 2025 en amont et en aval des installations. Ces rapports ont été transmis à l'inspection par courriel du 22 octobre 2025.

Les zones de prélèvements se situent juste avant que le ruisseau soit busé pour passer sous les installations, et juste en sortie de son parcours souterrain, afin de donner des résultats représentatifs de l'impact éventuel des activités de Cyclamen. Il est à noter que pour l'analyse de l'eau, un 3<sup>ème</sup> prélèvement plus en amont a été effectué.

Tous les éléments chimiques proposés dans le courrier du 1<sup>er</sup> avril 2021 ont été analysés, que ce soit dans l'eau ou dans les sédiments. Les analyses d'eau révèlent une augmentation des concentrations de tous les éléments cités dans le courrier de l'exploitant du 1<sup>er</sup> avril 2021 entre l'amont et l'aval du cours d'eau. Concernant les sédiments, des concentrations augmentent également entre l'amont et l'aval.

Pour autant, les analyses d'eaux et de sédiments ne permettent pas de conclure quant à l'impact des activités sur le milieu.

Par ailleurs, Cyclamen a justifié les contacts que la société entretient avec le Parc Naturel Régional des Vosges du Nord au sujet de ses analyses d'eau et de sédiments de la rivière conformément à ses engagements dans son dossier de demande d'enregistrement.

Le rapport de l'étude des macrovertébrés dans le Falkensteinerbach indique que la classe d'état en amont et en aval du site sont tous les deux moyennes. Le rapport ne permet pas de conclure à une dégradation du cours d'eau d'amont en aval.

Il appartient à l'exploitant de se prononcer sur l'impact éventuel des activités du site sur le milieu et d'indiquer les actions à engager éventuellement pour garantir un impact acceptable.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de se positionner sur les résultats des analyses issues des prélèvements réalisés dans le Falkensteinerbach (eau, sédiments, macroinvertébrés aquatiques), de se prononcer quant à un impact éventuel de ses activités sur ce milieu, et les actions à engager le cas échéant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Moyen de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2023, article 1er (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La société Cyclamen est mise en demeure pour l'exploitation de son installation de tri de métaux située sur la RD662 - Lieu-dit Bannstein sur la commune de Éguelshardt :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de réaliser la construction d'une réserve incendie conforme au dossier d'enregistrement sous un délai de 3 mois ;</li> </ul> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b>  <p>La mise en œuvre de la réserve incendie a fait l'objet d'un porter à connaissance en cours d'instruction.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que la réserve incendie est en cours de construction.</p> <p>L'inspection propose de maintenir la mise en demeure jusqu'à mise en service de l'installation.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Il est demandé à l'exploitant d'installer une réserve d'eau pour la lutte contre l'incendie dans les conditions issues de l'instruction du porté à connaissance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 3 : Réseau de collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2023, article 1er (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effluents liquides
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La société Cyclamen est mise en demeure pour l'exploitation de son installation de tri de métaux située sur la RD662 - Lieu-dit Bannstein sur la commune de Éguelshardt :</p>

<p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de réaliser la construction d'un réseau de collecte des effluents recouvrant l'ensemble de la voirie du site et équipé d'un dispositif de traitement adéquat avant rejet dans le ruisseau du Falkensteinerbach sous un délai de 3 mois ;</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La mise en œuvre du réseau de gestion des eaux pluviales a fait l'objet d'un porter à connaissance en cours d'instruction.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que ce réseau de collecte est en cours de construction.</p> <p>L'inspection propose de maintenir la mise en demeure jusqu'à mise en service des dispositifs de gestion des eaux pluviales.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les dispositifs de gestion des eaux pluviales dans les conditions issues de l'instruction du porté à connaissance.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 4 : Effluents liquides

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2023, article 1er (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure des concentrations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société Cyclamen est mise en demeure pour l'exploitation de son installation de tri de métaux située sur la RD662 - Lieu-dit Bannstein sur la commune de Éguelshardt :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'effectuer une mesure des concentrations des différents polluants des effluents afin de respecter les prescriptions des articles 9, 14, 17 et 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précité sous un délai de 2 mois.</li> </ul> <p>Le rapport des mesures de concentrations des différents polluants des effluents [...] sera transmis à l'inspection des installations classées dès réception.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Avant la visite, l'inspection dispose d'un rapport préliminaire d'analyses des eaux pluviales, concernant une intervention du 13 décembre 2023.</p> <p>Ce rapport préliminaire regroupe l'ensemble des paramètres dont le contrôle est prescrit par l'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, ainsi que 5 paramètres prescrits par l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Pour autant, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 2</p>



février 1998 ne sont applicables qu'aux installations soumises au régime de l'autorisation.  
Il manque dans ce rapport préliminaire la mesure de l'indice phénols, des cyanures libres, les hydrocarbures totaux (en cours d'analyse selon le rapport) et les hydrocarbures aromatiques polycycliques. Les résultats de mesures pour les polluants analysés sont conformes aux VLE.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de prélèvements instantanés d'eaux résiduelles, réalisé le 18 novembre 2024. Ce rapport a été transmis à l'inspection par courriel du 22 octobre 2025.

Ce rapport regroupe l'ensemble des paramètres dont le contrôle est prescrit par l'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, ainsi que certains paramètres prescrits par l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Tous les paramètres devant être mesurés sont présents dans ce rapport, et toutes les VLE sont respectées.

L'inspection propose à M. le préfet de la Moselle d'abroger ce point de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/N°196 du 3 octobre 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 5 : Poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/08/2025, article 1er (partiel), article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2022, points 1.1, 4.1 et 4.2 du courrier d'engagements du 26 septembre 2025

**Thème(s) :** Risques chroniques, Stockage de matières et déchets en extérieur

**Prescription contrôlée :**

**Article 1er de l'arrêté préfectoral n°2025-DLP/BUPE-295 du 28 août 2025**

La société Cyclamen SAS exploitant le site sis RD662 Lieu-dit Bannstein à Eguelshardt (57230) est mise en demeure de revenir à la conformité dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté aux prescriptions ci-dessous :

- article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°2022-DLP/BUPE-10 du 12 janvier 2022 relatif à la conformité des conditions d'exploitation prévues au dossier de demande d'enregistrement :

. stockages de matières et déchets en extérieur non autorisés ;

[...]

**Article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°2022-DLP/BUPE-10 du 12 janvier 2022**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande d'enregistrement déposée le 4 septembre 2020 auprès de Monsieur le préfet de la Moselle et complétée par courriers des 14 décembre 2020 et 1<sup>er</sup> avril 2021.

Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable du 06 juin 2018, complétées par le présent arrêté.

#### **Courrier d'engagements du 26 septembre 2025**

##### **Point 1.1.**

Les bennes de produits, auparavant stockées à l'extérieur et sources de nuisances lors de leur manipulation, sont désormais entreposés à l'intérieur.

##### **Point 4.1.**

A compter de ce jour, l'ensemble des déchets sera stocké sous abri.

##### **Point 4.2**

Nous nous engageons à démonter ces abris et à transférer l'intégralité du stockage à l'intérieur de l'usine avant le 31 décembre 2025.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection du 15 octobre 2025, l'inspection a constaté que les stockages en tas à l'extérieur du bâtiment ne sont plus présents, et que les bigs bags stockés restants à l'extérieur ont été regroupés sous des chapiteaux.

De plus, les bennes observées à l'extérieur du bâtiment lors de la visite du 22 juillet 2025 ne sont également plus présentes.

L'inspection observe que l'exploitant respecte ses engagements pris dans le courrier du 26 septembre 2025 (point 4.1).

Pour autant, considérant qu'il reste des stockages en dehors du bâtiment, la mise en demeure est maintenue et aucune nouvelle suite n'est proposée pour l'instant.

Par ailleurs, dans le même courrier du 26 septembre 2025, l'exploitant a pris l'engagement que plus aucun déchet ne sera stocké après le 31 décembre 2025, et les abris seront démontés (point 4.2).

Or, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il souhaite réaliser un stockage de bigs bags sous un abri pérenne qui serait situé à l'emplacement du chapiteau actuel placé face nord-est du bâtiment côté forêt.

L'inspection a informé l'exploitant que si ce projet se confirmait, il lui appartenait, avant réalisation, de déposer un porter à connaissance auprès du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Par courriel du 16 décembre 2025, l'exploitant a indiqué démonter le stockage nord le 6 janvier 2026 et déposer sous 1 mois un porter à connaissance afin de régulariser le stockage de big bags en attente d'expédition à l'Est.

L'inspection propose de maintenir la mise en demeure jusqu'au retour en conformité.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'évacuer les déchets toujours présents à l'extérieur du bâtiment.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/08/2025, article 1er (partiel), article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nombres de points de rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b><u>Article 1er de l'arrêté préfectoral n°2025-DLP/BUPE-295 du 28 août 2025</u></b></p> <p>La société Cyclamen SAS exploitant le site sis RD662 Lieu-dit Bannstein à Eguelshardt (57230) est mise en demeure de revenir à la conformité dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté aux prescriptions ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°2022-DLP/BUPE-10 du 12 janvier 2022 relatif à la conformité des conditions d'exploitation prévues au dossier de demande d'enregistrement :</li> </ul> <p>[...]</p> <p>. nombre de points de rejets atmosphériques ;</p> <p>[...]</p> <p><b><u>Article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°2022-DLP/BUPE-10 du 12 janvier 2022</u></b></p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande d'enregistrement déposée le 4 septembre 2020 auprès de Monsieur le préfet de la Moselle et complété par courriers des 14 décembre 2020 et 1<sup>er</sup> avril 2021.</p> <p>Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable du 06 juin 2018, complétées par le présent arrêté.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'il n'y a plus qu'un des deux exutoires observés lors de l'inspection du 22 juillet 2025 qui est fonctionnel. Il ne reste donc plus qu'un seul exutoire, celui situé au sud du bâtiment.</p> <p>La situation non-conforme sur le nombre de rejets atmosphériques persiste.</p> <p>L'inspection propose de maintenir la mise en demeure jusqu'au retour en conformité des exutoires des rejets atmosphériques. L'exploitant peut également déposer un porteur à connaissance avec tous les éléments d'appréciation s'il souhaite modifier le nombre d'exutoires de rejets atmosphérique (3 dans le dossier d'enregistrement)</p>

<p>Par ailleurs, l'inspection a constaté la présence de deux canalisations sise en haut à gauche du chapiteau situé côté sud-est du bâtiment face à la forêt. L'exploitant explique qu'elles ne sont plus en activité.</p> <p>L'inspection observe deux autres canalisations (une grande et une petite) sur la même façade plus au sud ; selon l'exploitant, il s'agit d'entrées d'air.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en œuvre une mesure corrective afin de revenir à la conformité quant au nombre d'exutoires des rejet atmosphériques;</li> <li>- de justifier l'usage ou la condamnation des 4 canalisations observées sur la façade sud du bâtiment.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 7 : Chargements extérieurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/08/2025, article 1er (partiel), article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2022</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nombre de zones de chargement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b><u>Article 1er de l'arrêté préfectoral n°2025-DLP/BUPE-295 du 28 août 2025</u></b></p> <p>La société Cyclamen SAS exploitant le site sis RD662 Lieu-dit Bannstein à Eguelshardt (57230) est mise en demeure de revenir à la conformité dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté aux prescriptions ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°2022-DLP/BUPE-10 du 12 janvier 2022 relatif à la conformité des conditions d'exploitation prévues au dossier de demande d'enregistrement :</li> </ul> <p>[...]</p> <p>. nombre de zones de chargement extérieures ;</p> <p>[...]</p> <p><b><u>Article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°2022-DLP/BUPE-10 du 12 janvier 2022</u></b></p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande d'enregistrement déposée le 4 septembre 2020 auprès de Monsieur le préfet de la Moselle et complété par courriers des 14 décembre 2020 et 1<sup>er</sup> avril 2021.</p> <p>Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable du 06 juin 2018, complétées par le présent arrêté.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique à l'inspection que la zone de chargement est en fait toute la plate-forme devant les portes des silos positionnés sur la façade sud-est du bâtiment.</p> <p>Cette disposition telle que présentée par l'exploitant n'est pas conforme à son dossier d'enregistrement.</p> <p>L'inspection propose de maintenir la mise en demeure jusqu'à retour en conformité ou dépôt d'un porter à connaissance pour modification des zones de chargement prévues dans le dossier d'enregistrement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en oeuvre une action corrective afin de revenir à la conformité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 8 : Poussières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2022, article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2022, point 1.2 courrier d'engagements du 26 septembre 2025</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fermetures des portes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b><u>Article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°2022-DLP/BUPE-10 du 12 janvier 2022</u></b></p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande d'enregistrement déposée le 4 septembre 2020 auprès de Monsieur le préfet de la Moselle et complété par courriers des 14 décembre 2020 et 1<sup>er</sup> avril 2021.</p> <p>Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable du 06 juin 2018, complétées par le présent arrêté.</p> <p><b><u>Courrier d'engagements du 26 septembre 2025</u></b></p> <p><b>Point 1.2.</b></p> <p>Le portail situé face au voisin le plus proche ne sera plus utilisé comme entrée principale de l'usine et reste déjà fermé à 98% du temps.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique que les deux portes du bâtiment historique disposent de système les refermant après un laps de temps réduit après le passage d'un véhicule. L'exploitant</p>

présente d'ailleurs à l'inspection un graphique représentant les temps d'ouverture et de fermeture des portes munies du dispositif ; les temps d'ouverture y sont limités.  
Par ailleurs, les deux portes de l'extension seront équipées de ce même système le 15 novembre 2025, selon l'exploitant.

Par ailleurs, une machine de tri est installée à l'intérieur du bâtiment à proximité de la porte sise au coin nord du bâtiment et face au nord-est, et proche de riverains. Le fonctionnement de la machine occasionnant du bruit et de la poussière peut donc être à l'origine de nuisances pour les riverains. L'exploitant a donc asservi le fonctionnement de la machine à la l'ouverture/fermeture de la porte à proximité.

Par courriel du 22 octobre 2025, l'exploitant a transmis une vidéo montrant l'arrêt de la machine lorsque la porte est ouverte.

Enfin, l'exploitant indique que les poids lourds n'entreront plus par cette porte, mais par celle située au nord de l'extension, face à la petite route, et donc éloignée des riverains.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Poussières

**Référence réglementaire :** Autre du 26/09/2025, article Point 2. du courrier d'engagements du 26 septembre 2025

**Thème(s) :** Risques chroniques, Chargement extérieur

**Prescription contrôlée :**

Poussières : conscient de la gêne occasionnée par la poussière lors du chargement des camions de produits sortants, nous avons fait l'investissement d'une manche de chargement qui doit réduire les émissions à néant.

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant indique qu'une nouvelle manche de chargement a été commandée. Celle-ci permettra de réduire l'envol des poussières lors des chargement des poids lourds.

Par courriel du 22 octobre 2025, l'exploitant a transmis le bon de commande de cette nouvelle manche. Ce document fixe également la date de livraison de ce nouvel équipement : 2 décembre 2025.

L'inspection ne propose donc pas à ce stade de suite administrative.

L'inspection procédera à une nouvelle visite afin de contrôler la mise en place de cette nouvelle manche de chargement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Consignes d'exploitation écrites

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/08/2025, article 1er (partiel), article 12 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018

**Thème(s) :** Risques accidentels, Opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution

**Prescription contrôlée :**

**Article 1er de l'arrêté préfectoral du 28/08/2025**

La société Cyclamen SAS exploitant le site sis RD662 Lieu-dit Bannstein à Eguelshardt (57230) est mise en demeure de revenir à la conformité dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté aux prescriptions ci-dessous :

[...]

- article 12 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 (consignes)

**Article 12 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018**

Consignes d'exploitation

Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.

**Constats :**

Suite à la visite du 22 juillet, l'exploitant a transmis les consignes d'exploitation par courriel du 25 août 2025. Ces consignes n'abordaient pas les éléments suivants :

- stockage des bigs bags
- contrôle du bon fonctionnement des dépoussiéreurs
- Nettoyage de la fosse de récupération des eaux de pluie.

Lors de cette présente visite, l'inspection a présenté ces observations à l'exploitant.

Par la suite, par courriel du 22 octobre 2025, l'exploitant a transmis un complément des consignes abordant les manques constatées par l'inspection.

L'inspection propose à M. le préfet de la Moselle d'abroger ce point de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025-DCAT-BEPE-295 du 28 août 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.

**Constats :**

Lors de la visite du 22 mars 2023, l'inspection avait constaté la présence de poussières à l'intérieur des armoires électriques. Depuis, l'exploitant a engagé des actions pour remédier à cette situation, sans solder totalement cette problématique.

<p>Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté à l'inspection un rapport de vérification des installations électriques, daté du 1<sup>er</sup> août 2024.</p> <p>5 non-conformités relatives à la haute tension et 53 relatives à la basse tension ont été relevées, la majorité d'entre elles ayant déjà été signalées lors d'un contrôle précédent par l'organisme de contrôle.</p> <p>De plus, le rapport évoque l'absence de mise à la terre, prescrit par ailleurs par l'article 10 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précité. L'exploitant a présenté un plan d'actions pour répondre aux observations précédemment citées.</p> <p>L'inspection constate que la mise à la terre et la problématique de présence de poussières dans les armoires électriques ne sont pas réalisées.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection une vérification des installations électriques en 2025.</p> <p>Pour autant, par courriel du 22 octobre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un échange de courriels rédigés les 20 et 21 octobre 2025, afin de justifier la programmation de la vérification des installations électriques prévue le 23 octobre 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le rapport de la vérification électrique réalisée le 23 octobre 2025 dès réception, et de réaliser toutes les mises à la terre conformément à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précité, et de solder la problématique de présence de poussières dans les armoires électriques et, le cas échéant, de transmettre un plan d'action relatif à la prise en compte des différentes non-conformités constatées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 12 : Rétention des eaux d'extinction incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, article CHAPITRE 1.3 (partiel), Article 11 (point IV) de l'arrêté ministériel du 06/06/2018, Annexe 6 du dossier d'enregistrement</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extension</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>CHAPITRE 1.3 - Conformité au dossier d'enregistrement</b></p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande d'enregistrement déposée le 4 septembre 2020 auprès de Monsieur le préfet de la Moselle et complétée par courriers des 14 décembre 2020 et 1<sup>er</sup> avril 2021.</p> <p>[...]</p> <p><b>Article 11 (point IV) de l'arrêté ministériel du 06/06/2018</b></p> <p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles</p>



d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante.

L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

#### **Annexe 6 du dossier d'enregistrement**

##### **(respect prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 06/06/2018)**

L'enceinte des bâtiments formera une rétention destinée à recueillir les eaux polluées en cas de sinistre ou de déversement accidentel, ainsi que les eaux d'extinction incendie (confinement interne).

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les eaux d'extinctions incendie potentiellement polluées seront confinées à l'intérieur des bâtiments.

Pour rendre la rétention possible, l'exploitant explique qu'une pièce métallique se glisse entre des rails verticaux situés de part et d'autre de chaque porte du bâtiment historique, et forme ainsi une barrière imperméable.

Concernant les deux portes de l'extension, le dispositif sera en place en février 2026. Par courriel du 22 octobre 2025, l'exploitant a transmis les échanges de courriels entre le 17 et le 22 octobre 2025 pour l'achat de cet équipement et des photos montrant le dispositif déjà en place aux droit des portes du bâtiment historique, ainsi qu'un bon de commande signé et daté du 22 octobre 2025 pour les portes du nouveau bâtiment.

L'inspection procédera à une nouvelle visite afin de contrôler la mise en place de ces nouveaux équipements.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un justificatif de l'installation des barrières sur les deux portes de l'extension dans les plus brefs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois